

À Nevers, la fin d'un ancrage à gauche ?

Élie Guéraud et Achille Warnant

Pour comprendre les recompositions électorales à l'œuvre lors de la présidentielle de 2022, Élie Guéraud et Achille Warnant se penchent sur le cas de Nevers. La composition sociologique des quartiers, de la ville-centre jusqu'aux mondes périurbains et ruraux qui l'entourent, éclaire la géographie des votes.

Cherchant un territoire où s'établir politiquement, c'est finalement vers la Nièvre que se tourne François Mitterrand à la Libération. Après un premier échec, il parvient, à partir des années 1960, à faire de ce département rural du centre de la France un véritable « fief électoral¹ ». En 1964, il arrive à la tête du conseil général, une première victoire qui sera suivie par d'autres – dont celle du socialiste Daniel Benoist à Nevers lors des municipales de 1971. La Nièvre devient ainsi, peu à peu, une terre d'ancrage pour les socialistes et leurs partenaires communistes, quelques années avant la « vague rose » de 1977 (Boisdron et Catala 2017).

Les élections municipales de 2014 marquent pourtant un tournant historique. Sur le plan local comme national, de nombreuses communes ancrées à gauche connaissent une alternance (Nadeau *et al.* 2018). Avec les victoires de candidats « sans étiquette », soutenus par des partis situés à la droite et au centre droit de l'échiquier politique, de nouveaux équilibres s'esquissent dans l'agglomération de Nevers. Les défaites de la gauche, à Garchizy, Varennes-Vauzelles et Nevers même, revêtent une dimension symbolique forte. Elles recouvrent aussi d'importants enjeux matériels consécutifs à la réorientation des « ressources clientélaires » qu'elles supposent (Mattina 2004) et de l'essoufflement des effectifs militants qui en résultent.

Après avoir longtemps été associé à un « fief » socialiste et communiste (Guéraud et Warnant 2020), ce territoire peut-il être à présent considéré comme un laboratoire de l'« après-gauche », dans un espace désormais dominé par de nouveaux acteurs politiques ? Après la crise du socialisme municipal en 2014, confirmée et accentuée lors des municipales de 2020, l'élection présidentielle de 2022 marque-t-elle une confirmation de l'effritement de cet ancien bastion de la gauche ? Confrontées à la montée du Rassemblement national (RN) et de La République en marche (LREM), quelles places occupent désormais localement les différentes organisations politiques classées à gauche ? Que nous enseigne la géographie du vote, appliquée ici à l'aire urbaine de Nevers, des recompositions socio-électorales à l'œuvre dans la France contemporaine ?

Cet article se propose de répondre à ces questions en revenant d'abord sur l'histoire et les caractéristiques de l'ancrage des socialistes et des communistes dans l'agglomération neversoise, qui repose sur de larges alliances de classes, notamment entre les milieux populaires (urbains et ruraux) et la petite bourgeoisie culturelle locale (Guéraud 2020). Les résultats des présidentielles de 2022, analysés dans une seconde partie, montrent combien ces alliances semblent aujourd'hui caduques, bien qu'un sursaut du vote Jean-Luc Mélenchon dans quelques bureaux de vote centraux et quartiers d'habitat social nuance ce résultat.

¹ D'abord membre de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR), François Mitterrand se rapproche de la SFIO lors de la fondation de la Fédération de la gauche démocratique et socialiste (FGDS), qu'il dirige entre 1965 et 1968.

Une hégémonie locale remise en cause entre 2014 et 2020

Candidat d'une liste d'union de la gauche composée à parts égales de socialistes, de communistes et de mitterrandidistes², D. Benoist (PS) est élu maire de Nevers en mars 1971. Celui qui fut successivement conseiller départemental et maire de Luzy, sénateur puis député de la Nièvre, s'impose après avoir fait campagne contre « l'apolitisme d'apparence » du maire sortant³ et sur la volonté d'une « politique sociale hardie⁴ ». Avec Fourchambault, Garchizy et Varennes-Vauzelles, communes ouvrières limitrophes dirigées depuis plusieurs années par des majorités issues du Parti communiste français (PCF), la gauche est alors à la tête des principales villes de l'agglomération neversoise. Les socialistes et leurs partenaires consolident ensuite cette implantation, en faisant de chacun des scrutins des étapes dans la concrétisation du « Programme commun », imputant les premiers symptômes de la crise économique aux décisions prises au niveau national. En 1977, D. Benoist est réélu confortablement et, le 10 mai 1981, F. Mitterrand devance Valérie Giscard d'Estaing de plus de 5 000 voix dans la préfecture de la Nièvre, rassemblant sur son nom 61 % des votants.

En 1983, Pierre Bérégovoy, numéro deux du Parti socialiste (PS), ministre et proche du président, est parachuté à Nevers où il est amené à succéder à D. Benoist. Nevers compte alors deux ministres dans les rangs du gouvernement Mauroy, cette situation étant présentée par les intéressés comme un « atout » à une époque où socialistes et communistes se partagent localement les responsabilités. La réélection de F. Mitterrand puis la nomination de P. Bérégovoy à Matignon en 1992 achèvent d'asseoir la mainmise de la gauche sur le territoire. Si cette domination s'érode progressivement, les socialistes arrivent en tête des élections présidentielles de 2002, 2007 et 2012 dans les principales communes de l'agglomération. Ils conservent le conseil départemental, conquièrent la région en 2004 et maintiennent leurs positions lors des élections municipales de 2001 et 2008, assurant à leurs militants de nombreux débouchés électoraux.

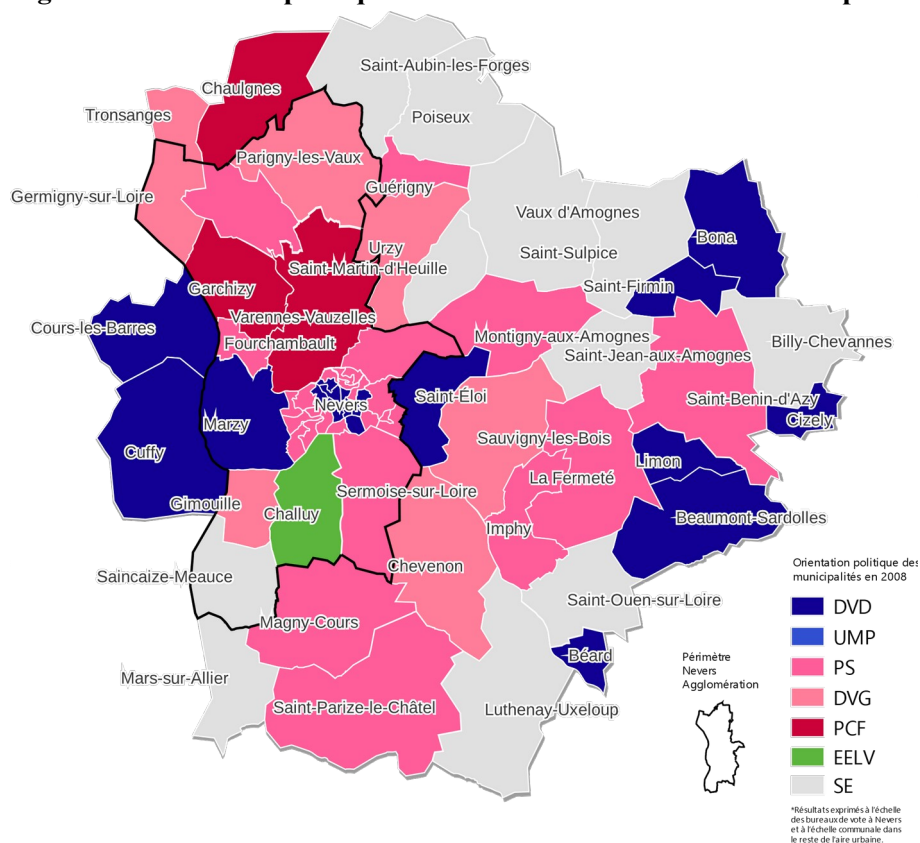
Après 2014, la situation évolue considérablement (figures 1 et 2). La défaite de la gauche à Nevers et dans de nombreuses communes des alentours, au profit de candidats sans étiquette, le plus souvent cadres, chefs d'entreprise ou issus des professions libérales, met fin au contrôle des socialistes sur l'agglomération. Cette arrivée au pouvoir municipal d'une bourgeoisie économique (Guéraud 2020) a été permise par deux phénomènes concomitants. D'abord, une mobilisation électorale importante des quartiers résidentiels périphériques, notamment du sud-ouest et du nord-ouest de la ville, où les artisans, commerçants et chefs d'entreprise ainsi que les cadres sont surreprésentés. Ensuite, par une démobilisation des quartiers populaires d'habitat social où se concentrent les ouvriers, les employés, les chômeurs et les locataires HLM, mais aussi des bureaux de centre-ville où s'observe une relative mixité sociale et de statut d'occupation des logements avec une forte implantation des jeunes adultes. Ces phénomènes ne sont d'ailleurs pas spécifiques à Nevers. D'une part, il est établi que quand l'abstention augmente, les inégalités sociales de participation augmentent aussi structurellement en France (Braconnier *et al.* 2017). D'autre part, et durant la séquence 2014-2015, une mobilisation plus importante des électeurs se situant très à droite a été observée, y compris à profil social égal (Gougou 2017).

² F. Mitterrand sera élu premier secrétaire du PS en juin 1971, mais entre 1964 et le congrès d'Épinay, il est membre fondateur d'un petit parti nommé Convention des institutions républicaines.

³ « Face à face Benoist-Ramey », *Le Journal du Centre*, 12 mars 1971.

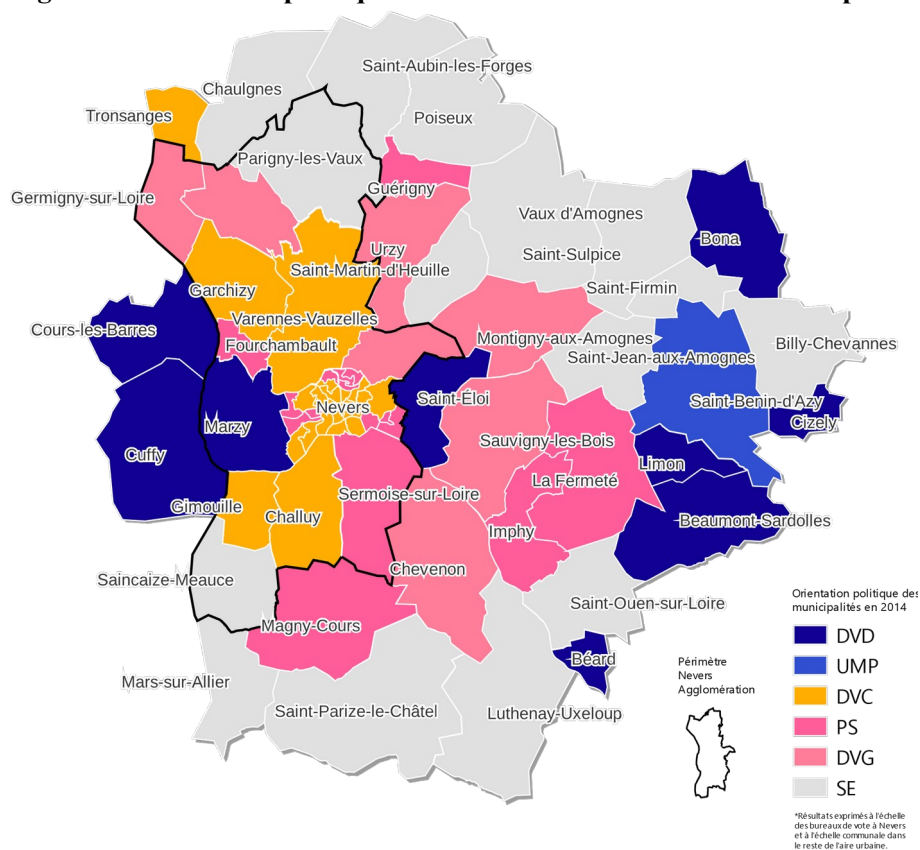
⁴ « Objectifs du docteur Benoist : Nevers à 100 000 habitants en 1985 », *Le Journal du Centre*, 9 février 1971.

Figure 1. Orientation politique des listes élues aux élections municipales de 2008



Source : Ministère de l'Intérieur, 2008. © Élie Guéraud et Achille Warnant.

Figure 2. Orientation politique des listes élues aux élections municipales de 2014



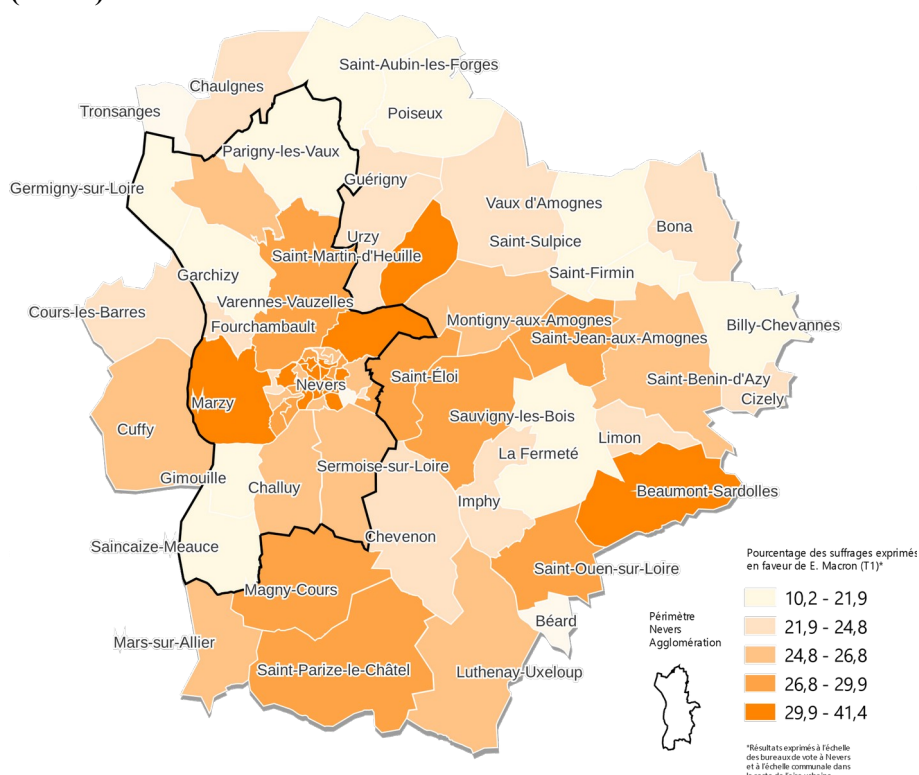
Source : Ministère de l'Intérieur, 2014. © Élie Guéraud et Achille Warnant.

Si la gauche parvient à conserver de justesse les conseils départementaux et régionaux en 2015, elle recule nettement lors des élections nationales. En cumulé, à Nevers, les résultats des différentes formations marquées à gauche baissent ainsi de 12 points (pour 10 nationalement) entre les élections européennes de 2009 et 2014. Le recul est plus significatif encore entre les élections présidentielles de 2012 et 2017 (– 20 points contre – 14 au niveau national). L'affaiblissement des ancrages locaux du PS et du PCF et l'assèchement de leurs « ressources clientélares », sous l'effet des défaites enregistrées en 2014 lors des élections municipales, fragilisent ces partis lors des scrutins nationaux, laissant la place à de nouvelles forces politiques.

Où est passée la gauche lors de l'élection présidentielle 2022 ?

L'élection présidentielle de 2022 constitue une nouvelle étape dans la recomposition politique à l'œuvre aux échelles nationales et locales. Au second tour, M. Le Pen totalise 50,1 % des suffrages exprimés au niveau du département. S'il recule nettement par rapport à 2017, E. Macron, candidat à sa réélection, conserve une avance confortable sur sa rivale d'extrême droite au deuxième tour à Nevers (+ 24 points) et dans son aire urbaine (+ 9 points) (figures 3 et 4). Au premier comme au second tour, il enregistre ses meilleurs résultats au niveau de la commune-centre, où le maire et président d'agglomération s'affiche désormais comme l'un de ses fidèles partisans⁵. Sans surprise au plan de la sociologie électorale, les bureaux qui lui sont le plus favorables sont situés en centre-ville et dans les quartiers résidentiels bourgeois. Par ailleurs, comme en 2017, les communes de la couronne périurbaine, dans lesquelles on observe une surreprésentation des cadres (Coulanges-lès-Nevers, Marzy, Saint-Éloi), se sont tournées majoritairement vers le parti présidentiel.

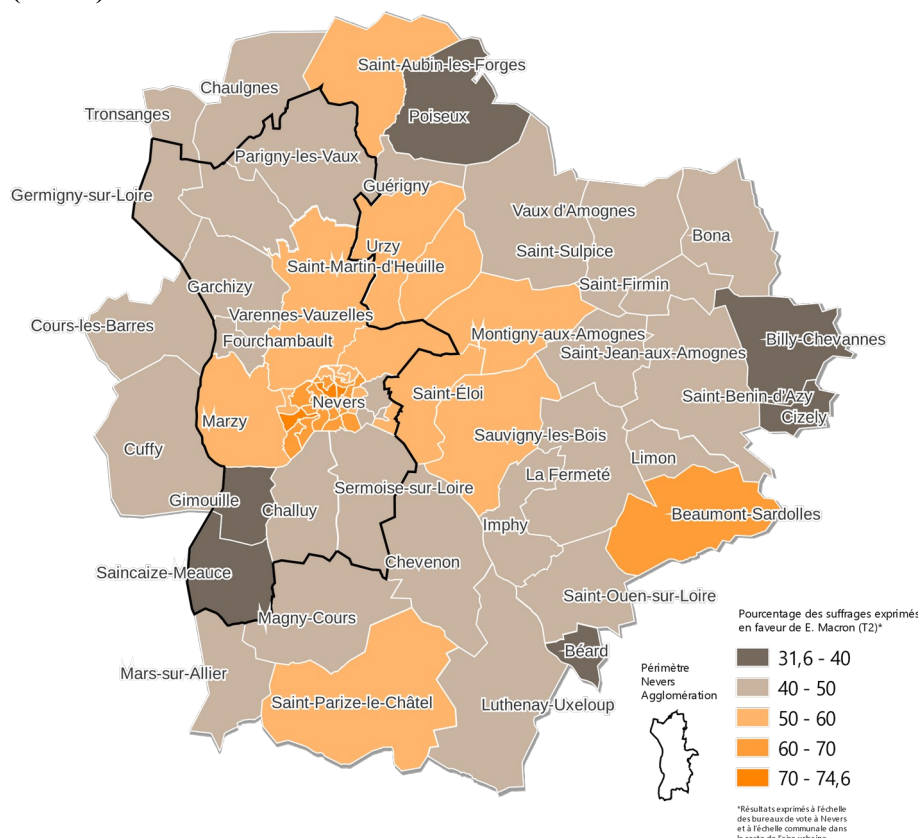
Figure 3. Part des suffrages exprimés en faveur d'E. Macron à l'élection présidentielle 2022 (tour 1)



Source : Ministère de l'Intérieur, 2022. © Élie Guéraud et Achille Warnant.

⁵ Denis Thuriot, maire de la ville depuis 2014, a rejoint LREM dès sa fondation en 2017.

Figure 4. Part des suffrages exprimés en faveur d'E. Macron à l'élection présidentielle 2022 (tour 2)

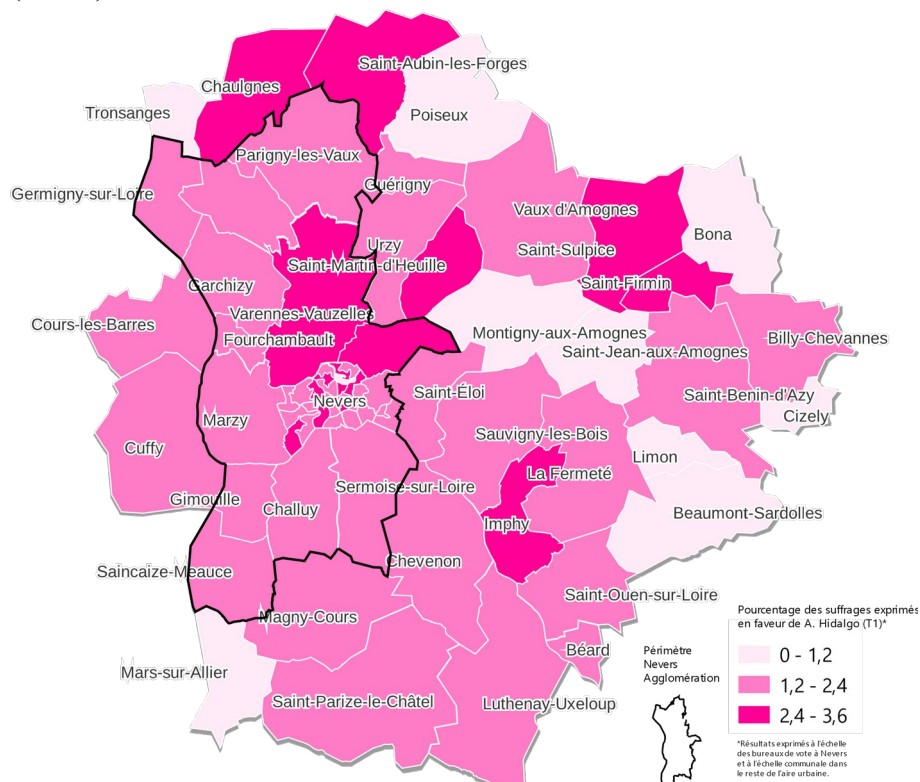


Source : Ministère de l'Intérieur, 2022. © Élie Guéaut et Achille Warnant.

En dépit d'une abstention élevée, en particulier à Nevers et Fourchambault, la candidate du RN progresse sensiblement par rapport à 2017. Elle arrive en tête dans neuf des treize communes situées dans la communauté d'agglomération de Nevers contre deux lors du scrutin précédent. Plus largement et aux deux tours, elle réalise ses meilleurs résultats dans les communes rurales populaires, mais aussi au sein des anciens satellites industriels de Nevers (Garchizy, Fourchambault, Guérigny). En outre, elle réalise plus de 50 % des suffrages exprimés dans plusieurs communes périurbaines administrées par des maires apparentés LREM pourtant élus ou réélus confortablement lors des élections municipales de 2020. Enfin, de façon inédite, bien que la candidate RN réalise des scores très inférieurs à sa moyenne nationale dans la plupart des bureaux de vote à Nevers, elle arrive en tête au second tour dans trois d'entre eux sur vingt-cinq. Ces derniers correspondent à des quartiers populaires d'habitat social, où l'on observe une surreprésentation d'ouvriers, d'employés, de chômeurs, d'immigrés et d'étrangers.

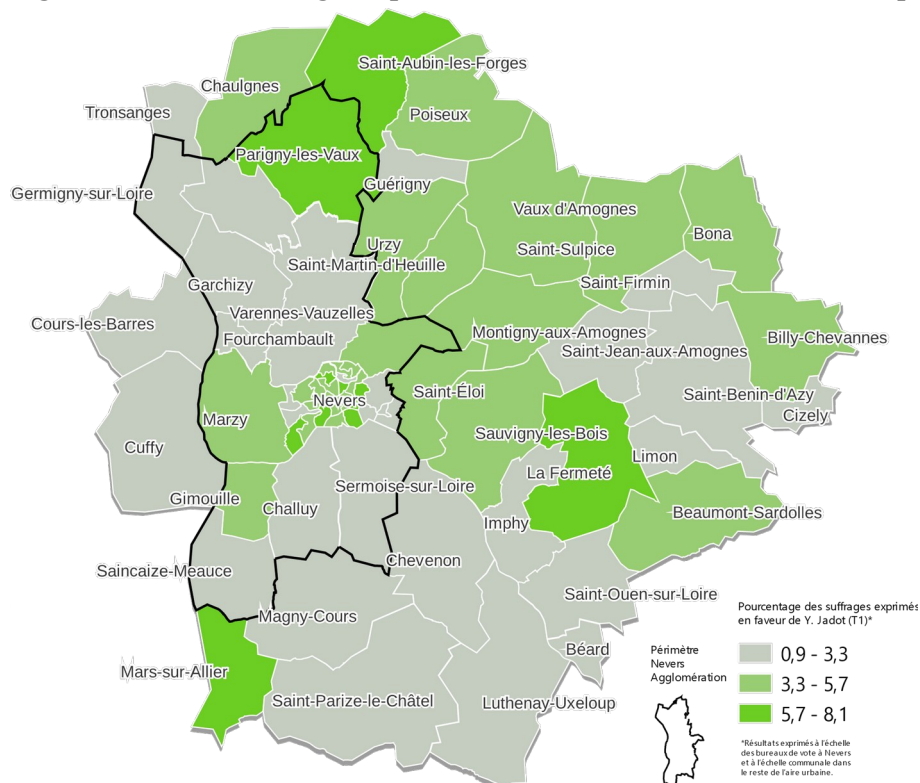
En parallèle, on observe une recomposition du vote à gauche. Le PS, qui dispose toujours de la présidence du conseil départemental, d'un siège de sénateur et de plusieurs municipalités, semble être le grand perdant de cette évolution. En 2022, à l'occasion de l'élection présidentielle, le parti, qui ne compte plus aucun conseiller municipal à Nevers depuis 2020, recule dans l'ensemble des communes de l'aire urbaine (figure 5). Dans le même temps, Europe Écologie Les Verts (EELV), dont plusieurs membres siègent au conseil municipal à Nevers, et le PCF, qui a repris Varennes-Vauzelles en 2020, obtiennent des résultats forcément assez limités à travers les scores de Y. Jadot et F. Roussel. Le premier réalise ses meilleurs scores à Nevers (figure 6), dans des bureaux de quartiers résidentiels plutôt mixtes, et dans des communes rurales (Sauvigny-les-Bois, La Fermeté, Saint-Aubin-les-Forges). Le second obtient des résultats souvent supérieurs à sa moyenne nationale dans des villes, le plus souvent de tradition ouvrière, que le parti dirige ou a dirigées et dans certains quartiers d'habitat social de Nevers (8 % des suffrages exprimés, soit environ 4 % des inscrits). Il peine cependant à convaincre au-delà (figure 7).

Figure 5. Part des suffrages exprimés en faveur d'A. Hidalgo à l'élection présidentielle 2022 (tour 1)



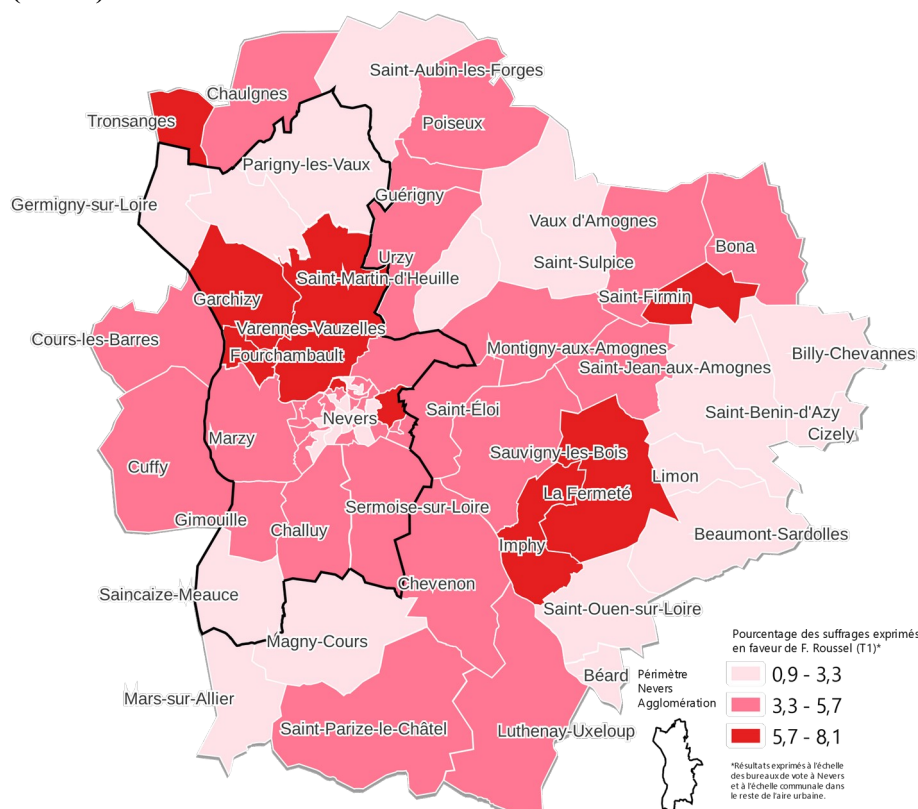
Source : Ministère de l'Intérieur, 2022. © Élie Guéraud et Achille Warnant.

Figure 6. Part des suffrages exprimés en faveur de Y. Jadot à l'élection présidentielle 2022 (tour 1)



Source : Ministère de l'Intérieur, 2022. © Élie Guéraud et Achille Warnant.

Figure 7. Part des suffrages exprimés en faveur de F. Roussel à l'élection présidentielle 2022 (tour 1)

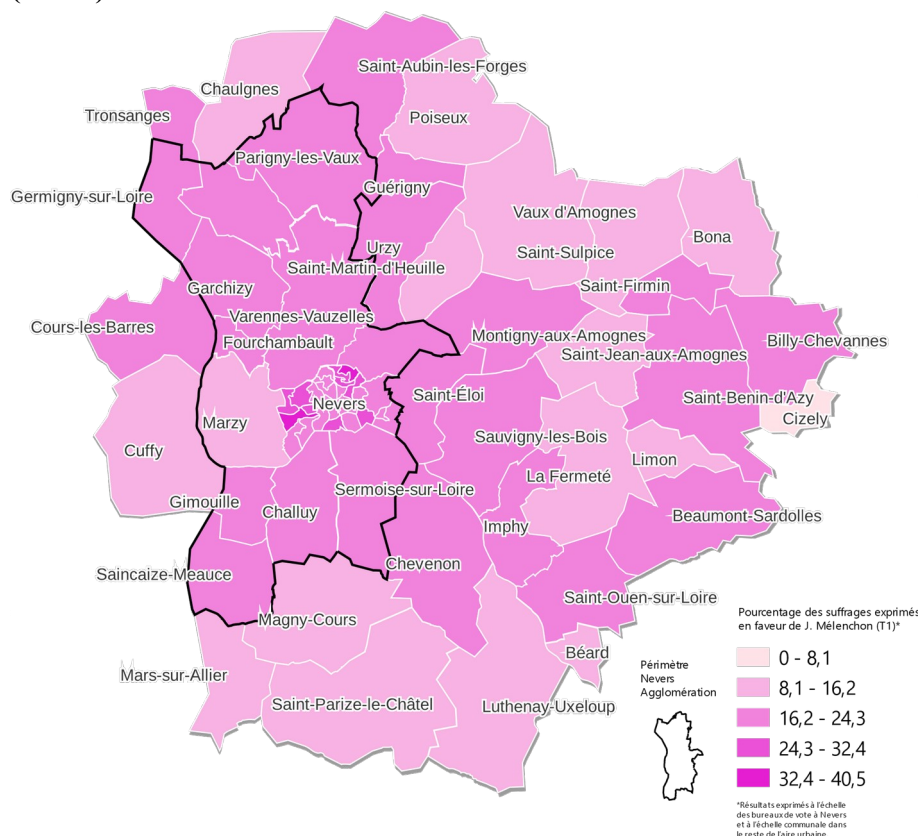


Source : Ministère de l'Intérieur, 2022. © Élie Guéraud et Achille Warnant.

À l'image du rapport de force national à gauche, le candidat de l'Union populaire (UP), Jean-Luc Mélenchon, pourtant dépourvu de relais locaux significatifs, arrive très largement en tête à gauche à Nevers et dans la plupart des communes de son aire urbaine (figure 8). Il devance LREM et le RN dans plusieurs bureaux de votes des quartiers populaires d'habitat social, où l'on observe une surreprésentation des professions intermédiaires, des ouvriers et des employés. À l'échelle de l'aire urbaine, ces bons résultats semblent, à quelques exceptions près, décroître au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la ville-centre. Il obtient notamment des résultats limités dans les anciens bastions communistes en raison, probablement, de la concurrence du PCF⁶. De manière générale, la géographie du vote J.-L. Mélenchon apparaît, comme on l'observe ailleurs en France, plutôt urbaine et populaire à l'inverse des géographies des votes M. Le Pen, rurale et populaire, et E. Macron, urbaine et aisée (figure 4).

⁶ Cela tient potentiellement à un effet générationnel.

Figure 8. Part des suffrages exprimés en faveur de J.-L. Mélenchon à l'élection présidentielle 2022 (tour 1)



Source : Ministère de l'Intérieur, 2022. © Élie Guéraut et Achille Warnant.

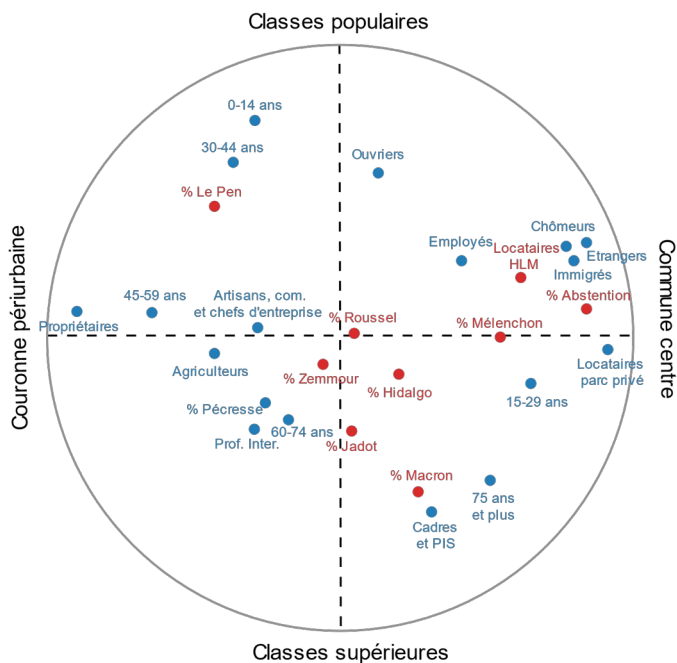
Une telle lecture spatialisée du vote comprend toutefois certaines limites. Elle n'explique par exemple pas la percée importante du RN au cœur de l'aire urbaine, qui, rappelons-le, est désormais en tête dans trois bureaux de vote de la commune-centre. C'est que, derrière cet apparent *effet de lieu*, qui pourrait nous conduire à affirmer, un peu trop hâtivement, que l'éloignement des centralités urbaines produit du vote RN, se cache en réalité un *effet de composition sociologique du lieu* (Rivière 2022). Une analyse en composante principale (ACP⁷) conduite à l'échelle de l'aire urbaine (figure 9) oppose ainsi, de gauche à droite du plan factoriel, des communes rurales où les propriétaires, les agriculteurs, artisans, commerçants et chefs d'entreprise sont surreprésentés, et où M. Le Pen réalise des scores au-dessus de la moyenne, aux bureaux de vote de la ville-centre, où les locataires (du parc public et privé), les jeunes de 15 à 29 ans, les employés et les cadres, mais aussi les étrangers et les immigrés, sont surreprésentés, et où, en moyenne, l'abstention, le vote J.-L. Mélenchon, A. Hidalgo et E. Macron sont plus importants. Pourtant, si l'on ressert la focale sur la seule commune de Nevers, l'hétérogénéité des bureaux de vote neversois, lissée dans la précédente ACP, apparaît distinctement (figure 10). On retrouve, en haut du plan factoriel, les quartiers d'habitat social, où les classes populaires, les immigrés et les étrangers sont surreprésentés, et où (par ordre décroissant d'importance) l'abstention, le vote M. Le Pen et J.-L. Mélenchon sont plus marqués qu'ailleurs, s'opposant aux quartiers bourgeois (de centre-ville et des périphéries résidentielles), où le vote Y. Jadot, E. Macron, A. Hidalgo et V. Pécresse est en moyenne plus élevé.

Ces deux résultats, saisis à deux échelles d'analyse différentes, ne sont pas contradictoires, ils rappellent seulement que les déterminants des pratiques électorales sont d'abord à chercher du côté des caractéristiques sociologiques des électeurs. À considérer les campagnes populaires

⁷ Les analyses factorielles réalisées dans cet article ont été construites à partir des variables de composition sociale des bureaux de vote et communes : PCS, tranches d'âge, statut d'occupation des logements, part d'immigrés et d'étrangers et taux de chômage (en bleu sur les figures 9 et 10). Les résultats au premier tour ont été ajoutés en variables illustratives (en rouge).

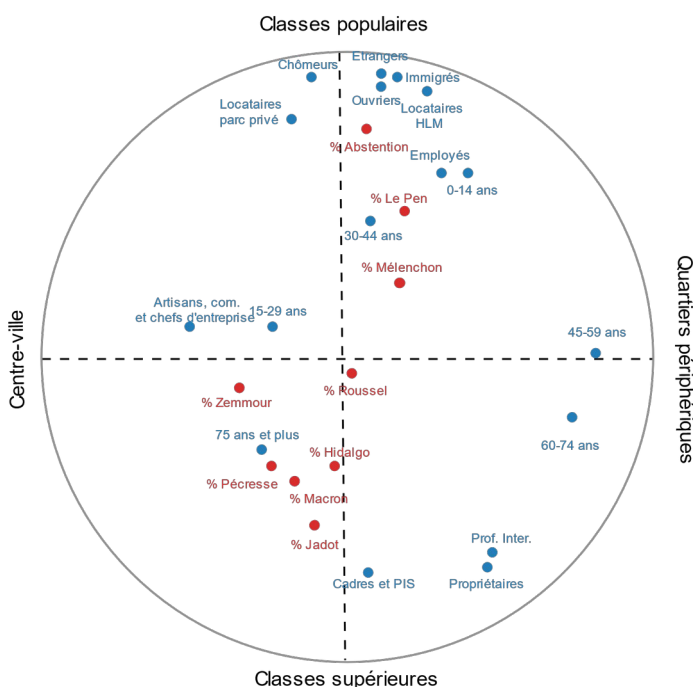
vieillissantes dans la couronne périurbaine, où le RN confirme son implantation, ou les quartiers d'habitat social de la ville-centre, où celui-ci perce en 2022 (sur fond d'abstention massive, rappelons-le), il apparaît que ces territoires ont en commun d'être des espaces populaires, que la gauche, quelle que soit la nuance sous laquelle elle se donne à voir, peine de plus en plus à convaincre.

Figure 9. ACP à partir de la composition sociodémographique des bureaux de vote et communes de l'aire urbaine



Source : Ministère de l'Intérieur, 2022 ; INSEE Recensement 2018. © Élie Guéraud et Achille Warnant.

Figure 10. ACP à partir de la composition sociodémographique des bureaux de vote de la ville-centre



Source : Ministère de l'Intérieur, 2022 ; INSEE Recensement 2018. © Élie Guéraud et Achille Warnant.

S'intéresser au cas de cet ancien bastion socialiste qu'est l'agglomération de Nevers donne donc matière à analyser une recomposition de la géographie du vote qui a été largement commentée à l'occasion de l'élection présidentielle de 2022. Dans la préfecture de la Nièvre comme ailleurs, la crise du socialisme ouvre la voie à une tripartition du paysage politique entre trois grands pôles – LREM, le RN et l'UP. Si le vote J.-L. Mélenchon dépasse largement celui de ses concurrents à gauche, dans l'ensemble des communes et des bureaux de vote considérés, ses meilleurs scores ont été obtenus dans des quartiers mixtes et populaires de la commune-centre, tandis que le PCF se maintient dans les anciennes communes industrielles de la banlieue de Nevers. En revanche, à l'exception de quelques communes faiblement peuplées du nord de l'aire urbaine, aucune force de gauche ne parvient réellement à s'imposer dans la couronne périurbaine, où le RN confirme son implantation.

Il convient pourtant de ne pas céder, à l'instar de nombre de commentateurs pressés des résultats électoraux, à la « spatialisation des problèmes sociaux » (Poupeau et Tissot 2005). Que l'élection présidentielle de 2022 ait confirmé, à Nevers comme ailleurs, l'implantation du RN dans nombre de campagnes en déclin est une évidence, cela ne doit pourtant pas occulter le fait que la montée de l'extrême droite concerne plus largement les territoires populaires, y compris urbains, sur fond d'abstention massive et de rupture progressive avec les différentes forces de gauche. Le cas des quartiers d'habitat social neversois est en cela intéressant en ce qu'il permet de mettre en lumière ces espaces où le RN progresse et est désormais majoritaire, du moins parmi les votants, loin des banlieues populaires des grandes agglomérations, où le vote J.-L. Mélenchon est dominant. Plus largement, ce contraste entre les comportements électoraux des habitants des quartiers d'habitat social selon la taille de l'agglomération où ils résident invite à prendre la mesure du poids des petites et grandes différences au sein des classes populaires contemporaines, à l'instar de l'origine migratoire et des caractéristiques ethno-raciales dont le rôle est ici difficile à évaluer, faute d'indicateurs suffisamment précis (Collectif Focale 2022).

Bibliographie

- Boisdron, M. et Catala, M. (dir.). 2017. *Les Élections municipales de 1977*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Braconnier, C., Coulmont, B. et Dormagen, J.-Y. 2017. « Toujours pas de chrysanthèmes pour les variables lourdes de la participation électorale. Chute de la participation et augmentation des inégalités électorales au printemps 2017 », *Revue française de science politique*, n° 67, 2017, p. 1023-1040. Disponible en ligne à l'URL suivant : <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2017-6-page-1023.htm>.
- Collectif Focale. 2022. *Votes populaires ! Les bases sociales de la polarisation électorale dans la présidentielle de 2017*, Vulaines-sur-Seine : Éditions du Croquant.
- Gougou, F. 2017. « Les dynamiques de la participation », in F. Gougou et V. Tiberj (dir.), *La Déconnexion électorale*, Paris : Fondation Jean Jaurès, p. 47-54.
- Guérait, É. 2020. « Le mépris comme réassurance sociale. Une petite bourgeoisie culturelle confrontée à son déclin », *Sociétés contemporaines*, n° 119, p. 33-60. Disponible en ligne à l'URL suivant : <https://www.cairn.info/revue-societes-contemporaines-2020-3-page-33.htm>.
- Guérait, É. et Warnant, A. 2020. « Crise du socialisme municipal, déclin urbain et réforme de l'État : Nevers 1971-2020 », *Métropolitiques*. URL : <https://metropolitiques.eu/Crise-du-socialisme-municipal-declin-urbain-et-reforme-de-l-Etat-Nevers-1971.html>.
- Mattina, C. 2004. « Mutations des ressources clientélares et construction des notabilités politiques à Marseille (1970-1990) », *Politix*, n° 67, p. 129-155. Disponible en ligne à l'URL suivant : https://www.persee.fr/doc/polix_0295-2319_2004_num_17_67_1627.

- Nadeau, R., Foucault, M., Jérôme, B. et Jérôme-Speziari, V. 2018. *Villes de gauche, villes de droite : trajectoires politiques des municipalités françaises de 1983 à 2014*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Poupeau, F. et Tissot, S. 2005. « La spatialisation des problèmes sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 159, p. 4-9. Disponible en ligne à l'URL suivant : <https://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2005-4-page-4.htm>.
- Rivière, J. 2022, *L'Illusion du vote bobo. Configurations électorales et structures sociales dans les grandes villes françaises*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.

Élie Guéraud est sociologue, maître de conférences à l'Université Clermont Auvergne et chercheur au Lescors, associé à l'Ined. Ses recherches actuelles portent sur les trajectoires sociales et résidentielles des jeunes diplômés, les recompositions sociales et politiques à l'œuvre dans les villes petites et moyennes, ainsi que sur les conséquences sociodémographiques de la crise du Covid-19.

Achille Warnant est doctorant en géographie et en science politique à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et membre du laboratoire Géographie-Cités. Sa thèse porte sur l'évolution, depuis les années 1970, de plusieurs villes moyennes en déclin du centre de la France (Montluçon, Nevers et Vierzon) et sur l'action des élus locaux dans ces territoires.

Pour citer cet article :

Élie Guéraud & Achille Warnant, « À Nevers, la fin d'un ancrage à gauche ? », *Métropolitiques*, 29 septembre 2022. URL : <https://metropolitiques.eu/A-Nevers-la-fin-d-un-ancrage-a-gauche.html>.